

CRISE VÉNÉZUÉLIENNE, SUR LA VOIE MEXICAINE ?



Le 23 février 2019 devait être le Jour J, de l'entrée au Venezuela de l'aide humanitaire des États-Unis. Et le Jour J de la chute de la Maison Maduro. Le 23 au soir, rien de fondamental n'avait bougé à Caracas. Nicolas Maduro occupait encore le palais présidentiel de Miraflores. Et Juan Guaidó, opposant autoproclamé chef de l'État, annonçait de Colombie son retour au Congrès des députés.

Donald Trump est sans doute un croupier de gala. Sa voix est ferme. Elle porte et emporte l'adhésion de ses amis qui ont applaudi ses rodomontades au verbe musclé. « Les jeux sont faits », a-t-il dit. « Rien ne va plus » pour Nicolas Maduro. Mais peut-on décider du Venezuela, comme de tout autre pays, autour d'une table de conférences, aménagée pour jeux et paris de hasard sous les feux des caméras ? Manifestement non.

L'évocation d'un possible recours aux armes a rappelé Brésiliens et autres Colombiens à la raison. Et si Donald Trump disait vrai ? Compte tenu du côté

hautement imprévisible du locataire de la Maison-Blanche, l'hypothèse belliqueuse sonnait comme une alarme. Les uns après les autres, les plus virulents pourfendeurs de Maduro ont confirmé tout le mal qu'ils en pensaient. Mais de là à partir en ingérence militaire il y avait un grand pas qu'aucun n'était prêt à franchir.

Réunis à Bogota, pour la première fois, sous la présidence physique d'un missi dominici, Mike Spence, vice-président des États-Unis, le 25 février, les membres du groupe de Lima, le Canada et douze pays latino-américains ont fait le bilan de la journée du 23 février

2019. Une fois encore, l'humanitaire, mis en avant et instrumentalisé est passé au second plan. Tous ont rappelé leur engagement « irréversible en faveur d'une transition démocratique » et proclamé « l'illégitimité de Nicolas Maduro », dont la « permanence » (...) représente une « menace sans précédent pour la sécurité, la paix, la liberté et la prospérité dans la région ». Mais pour autant ils ont considéré que cet objectif devait être atteint « sans recours à la force ».

Pourquoi donc autant de détermination verbale, de coups de menton, d'annonces menaçantes, pour en



arriver là ? L'inimitié personnelle et idéologique des uns et des autres à l'égard de Nicolas Maduro ne fait aucun doute. La préoccupation concernant la gestion d'un volume de réfugiés humanitaires chassés par l'incurie et la gabegie de Caracas est tout aussi réelle. Au mieux cela permet de comprendre la verdeur et la raideur du verbe utilisé par le Brésilien Jair Bolsonaro ou le Colombien Ivan Duque. Mais prendre les armes supposait d'avoir un but de guerre, consistant qui manquait à l'appel. Il y a bien l'animosité à l'égard de Nicolas Maduro. Mais la menace sur la paix de la région n'est pas au rendez-vous.

Certes les uns et les autres, de Brasilia à Santiago, en passant par Madrid et Paris, ont fait leur la thèse constitutionnelle hasardeuse du président auto-proclamé, Juan Gaidó. Il y a vacance du pouvoir et donc selon l'article 233 de la Loi fondamentale il convient d'y remé-

dier. Certes. Même en laissant de côté le cadre constitutionnel de la mise en œuvre de cet article, une manifestation de rue, il y a loin de la coupe aux lèvres. Le président autoproclamé a pour seuls appuis solides le parti de l'étranger, les États-Unis, les gouvernements latino-américains du groupe de Lima, et un certain nombre de pays européens. L'armée reste dans ses profondeurs, fidèle au régime ainsi qu'une partie, minoritaire, de la population. Autant dire qu'une intervention armée ne serait pas une partie de plaisir.

Les uns, en Amérique latine, et les autres en Europe, se sont donc ralliés à la stratégie de Washington: verbe sans concession, couplé sur un étouffement de l'économie du pays. Comprenez qui pourra. Curieuse façon de venir en aide à une population qui en a bien besoin que d'accentuer ses difficultés par des sanctions dont on sait par expérience

qu'elles ne touchent pas les responsables du pouvoir. Le manque à gagner en 2019 pour le Venezuela selon une estimation des autorités nord-américaines serait de 11 milliards de dollars.

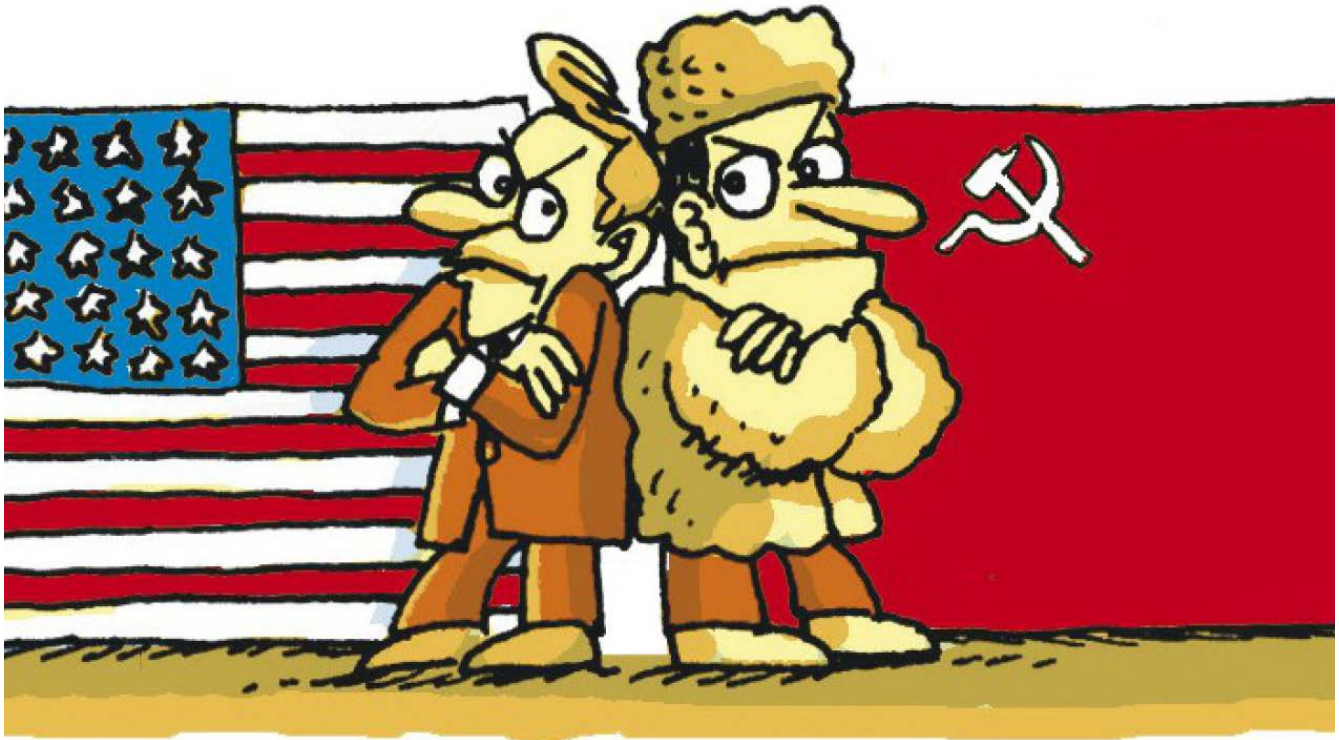
Mais il y a un paradoxe ultime. Est-on sûr que l'essentiel soit de renverser Nicolas Maduro ? Pour construire des consensus internes comme internationaux, le recours à la diabolisation est bien utile. Encore faut-il pour en maintenir l'usage le perpétuer au moindre coût. Nicolas Maduro est sans doute le bouc émissaire utile d'un drame dont la population vénézuélienne fait les frais. Il permet, aux États-Unis, à Donald Trump de cimenter les électors républicains, en particulier en Floride d'où il a lancé ses anathèmes contre les armées vénézuéliennes. Il permet aussi de coaliser des alliés latino-américains malmenés par Washington pour des raisons commerciales, et liées à la croisade contre le trafic de stupéfiants. Il permet enfin de diaboliser les alliés supposés de Nicolas Maduro, dans chacun des douze pays membres du Groupe de Lima.

Quant aux Européens engagés dans cette galère, on ne saisit pas très bien pourquoi ils n'ont pas proposé la voie qu'ils ont privilégiée pour l'Iran. Voie que défendent deux pays latino-américains, le Mexique qui n'a pas participé à la réunion de Bogota, et l'Uruguay qui n'est pas membre de cette coalition.

Jean-Jacques Kourliandsky



L'AMÉRIQUE LATINE RÉACTIVE LA GUERRE FROIDE



Le 10 janvier 2019, le président vénézuélien, Nicolas Maduro, élu le 20 mai 2018, est entré en fonction. Delenda es Venezuela ! Maduro démission ! À bas le communisme ! Les petites filles en rose et les petits garçons en bleu ! De Lima à Buenos Aires, de Brasilia à Santiago du Chili, l'Amérique latine a dépoussiéré depuis quelques mois les règles antagonistes de la guerre froide. La crise économique et sociale de ces dernières années en Amérique latine, l'accession à la présidence des États-Unis de Donald Trump, ont ravivé et libéré l'égoïsme des plus riches.

Lima, capitale du Pérou, a accueilli dans le salon d'honneur de sa chancellerie, le 4 janvier 2019, 13 ministres des affaires étrangères d'Amérique latine et du Canada. Avec un seul point à l'ordre du jour, exiger du président Nicolas Maduro qu'il renonce à assumer ses fonctions présidentielles le 10 janvier. 13 ministres ont effectivement adopté une résolution proclamant l'illégitimité du président vénézuélien. Le Mexique, seul, s'étant abstenu.

Rien d'étonnant à ce que le 4 janvier, il n'ait été question que du Venezuela. Le groupe dit de Lima a été créé le 8 août 2017, pour gérer un voisinage considéré comme incongru. Celui de pays majoritairement dirigés par des autorités de droite, tournées vers les États-Unis, avec un Venezuela qui se définit «bolivarien», ami de la Chine et de la Russie[1].

La résolution est tout à la fois incohé-

rente et révélatrice de la marche du monde. Elle est factuellement incohérente. Il est absurde d'attribuer aux autorités de Caracas la décision prise par une partie de l'opposition de ne pas présenter de candidat aux élections du 20 mai 2018. D'autres secteurs ont participé à cette consultation. Les conditions de la campagne n'ont sans doute pas été équitables. Mais le scrutin s'est déroulé de façon correcte, comparable à ce que l'on peut constater dans d'autres pays d'Amérique latine.

La résolution est incohérente dans la mesure où elle est unilatérale. Aucun des gouvernements latino-américains représentés à Lima n'a condamné le coup d'État parlementaire ayant destitué la présidente élue du Brésil, Dilma Rousseff en 2016. Aucun gouvernement latino-américain, présent à Lima, ne s'est ému des conditions constitutionnelles douteuses ayant accompagné l'élection du président hondurien, Juan

Orlando Hernandez en 2018. Aucun de ces gouvernements latino-américains ne s'est inquiété de la bataille engagée par le président guatémaltèque, Jimmy Morales, contre la «Commission internationale contre l'impunité». Il est vrai que Brésil, Guatemala et Honduras sont membres du groupe de Lima...

La résolution, enfin, est incohérente aussi du point de vue de ses initiateurs. La partialité de la condamnation du Venezuela surprend. La Bolivie, Cuba et le Nicaragua sont liés au Venezuela idéologiquement comme diplomatiquement. Ces pays sont en effet membres de l'Alliance bolivarienne de notre Amérique, dont le siège est à Caracas. Leurs ministres des affaires étrangères n'étaient certes pas invités à Lima. Mais ces pays alliés du Venezuela n'ont pas fait l'objet de la moindre allusion critique. Alors que Cuba non seulement est membre de l'ALBA, mais aussi se définit comme un pays socialiste.

Mais telle qu'elle est, cette résolution est révélatrice de l'air du temps. Un air du temps rappelant dans son expression celui des années de guerre froide. Les gouvernements ayant accédé au pouvoir en Amérique latine ces derniers temps ont affiché sans pudeur un discours violemment antisocial, sous couvert de défense des libertés contre le communisme. Le plan de gouvernement de Jair Bolsonaro, chef de l'État brésilien entré en fonction le 1er janvier dernier, est truffé de références anti-communistes, au nom de la liberté d'entreprendre. Il valorise le rejet des mesures visant à réduire les inégalités entre hommes et femmes au nom des valeurs traditionnelles défendues par les églises pentecôtistes, acteurs essentiels avec les médias, de la captation du vote populaire.

Ces gouvernements soucieux de défendre les intérêts étrangers avant ceux de leurs peuples ont privilégié leurs relations bilatérales avec les États-Unis. Ils ont défait, en tout ou partie, les institutions collectives construites dans le passé, CELAC, MERCOSUR, UNASUR. Le Venezuela, qui a mené dans les années 2000/2013 une diplomatie agressive à l'égard des États-Unis et de leurs alliés, qui a signé des accords de coopération avec la Chine, l'Iran et la Russie, aujourd'hui affaibli est paradoxalement devenu le bouc émissaire de gouvernements conservateurs et libéraux en mal de dénominateur partagé.

La morale n'a pas grand-chose à voir avec une résolution qui permet de serrer les rangs et les allégeances d'intérêt. Comme pendant la guerre froide, il n'y aura pas d'opérations militaires concertées pour réduire l'adversaire commun. Le Venezuela est l'ennemi commode qui permet d'entretenir les liens sous couvert de critiques. Et à ce titre, doit continuer à jouer ce rôle. Paradoxe ? La crise migratoire vénézuélienne, génératrice d'un exode massif posant de graves problèmes humanitaires, a fait l'objet d'un point 10, d'une résolution qui en compte 13...

Jean-Jacques Kourliandsky

[1] Font partie du groupe de Lima, l'Argentine, le Brésil, le Canada, le Chili, la Colombie, le Costa Rica, le Guatemala, le Guyana, le Honduras, le Panama, le Paraguay, le Pérou, Sainte-Lucie.

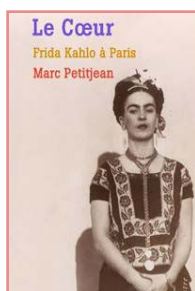
LETTRES DES AMÉRIQUES

par Jean-Michel Klopp

« Le Cœur »

Auteur: Frida Kahlo

Editeur: Arléa



Gabriela Mistral et Doris Dana entretiennent une correspondance de 1948 à la fin de 1956. Ce livre est le fruit de la diffusion de plus de 40 000 documents, notamment des poèmes, des manuscrits, des œuvres inédites et des photographies conservés depuis près de 50 ans. Le livre ne contient qu'une vingtaine de lettres écrites par Doris Dana et plus de deux cents de Mistral.

L'ouvrage nous invite à découvrir de nouvelles preuves documentaires présentant des aspects de la vie intime de Gabriela Mistral. Vous permet d'évaluer toutes les nuances de cette relation. Cette correspondance a commencé comme une relation entre disciple et enseignant qui a évolué au fil du temps.

« Borges, de loin »

Auteur: Christian Garcin

Editeur: Arléa

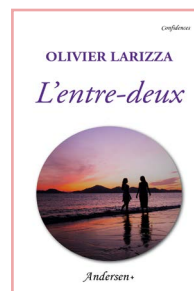


"C'est pourquoi, à la question, que personne ne m'a posée, De quoi Borges est-il le nom ?, il m'a toujours semblé que je ne saurais répondre qu'en écrivant. Pas uniquement à propos de Borges, mais aussi dans Borges, autour de Borges, à l'intérieur de Borges, au-dessous de Borges, à côté de Borges, infiniment près et infiniment loin de Borges, en une sorte de plurifocalité simultanée semblable à celle qui, sous la dix-neuvième marche d'un d'escalier quelque part à Buenos Aires, révèle au narrateur de L'Aleph l'indicible mystère du monde et du temps. Car oui, ce nom de Borges, pour moi, était et demeure celui du Cercle, de l'Infini et du Mystère de la Littérature – et à tout cela, tant pis pour la pompe, je mets des majuscules. "

« L'entre-deux »

Auteur: Olivier Larizza

Editeur: Andersen



Durant douze années, Olivier Larizza a vécu comme suspendu à un fil entre deux continents. Il partageait son existence entre le Grand-Est, avec Strasbourg comme port d'attache, et l'île de la Martinique (où il était maître de conférences à l'université des Antilles). De cette situation hors du commun est née une œuvre poétique singulière, dont voici, après "L'Exil", le deuxième volet. "L'Entre-deux" pourra se lire indépendamment. C'est un recueil à fleur de peau, intense et troublant. Ce qui en fait le sel: la sensualité, la face cachée des tropiques, le prosaïsme du jour-le-jour, et quelques poèmes d'amour qui peut-être rivalisent avec les plus beaux de notre patrimoine... Larizza se fit poète pour se fixer quelque part: dans une langue qui n'appartient qu'à lui, où il nous invite à élire domicile.

Vous pouvez consulter tous ces ouvrages à la Bibliothèque de la Maison de l'Amérique Latine.

MAISON DE L'AMÉRIQUE LATINE

Ambassade de la société civile,
espace d'expression d'idées,
de culture, de solidarité et
d'échanges

Tel: 02/535 93 80
Fax: 02/535 93 84
info@america-latina.be
27, Rue du Collège – 1050 Ixelles
ouvert du lundi au vendredi
de 9h à 20h